



CTSD du 10 avril 2015 Déclaration préalable de la CGT éducation 91

La défaite électorale du mois dernier et le mouvement social interprofessionnel d'hier sont de nouveaux avertissements pour notre gouvernement. Que faut-il de plus pour faire comprendre à nos dirigeants qu'ils sont dans l'erreur?

Cette politique n'a que trop duré : les réformes multiples ne vont que dans le sens d'une dégradation des services publics et la destruction des droits des salariés.

Même dans l'Education Nationale, chantier prétendument prioritaire de ce quinquennat, la situation ne va pas en s'améliorant. Le choix de déplacer les comités de carte scolaire après les élections départementales a aggravé la situation.

Les services administratifs, exsangues, doivent courir pour respecter les délais et traiter les dossiers.

De trop nombreuses circulaires, comme celle sur les temps partiels, arrivent dans les écoles sans délai raisonnable pour être étudiées de manière correcte.

Les rythmes scolaires ont bouleversé le métier, affaibli le caractère national de notre service public d'éducation et sont désapprouvés par la grande majorité de nos collègues.

On réforme annuellement un calendrier sensé être établi sur trois ans. Les intérêts des stations de ski prévalent une fois de plus sur ceux de l'enfant. Et que dire de la rentrée des enseignants le 31 août, contre l'avis majoritaire des personnels ?

De plus, avec la multiplication des horaires hebdomadaires, la gestion du temps de travail des personnels itinérants s'est complexifiée. Ainsi, nous attendons toujours que des réponses soient apportées aux collègues remplaçants quant à leurs heures supplémentaires.

Travailler sur la forme avant de réfléchir sur le fond n'est jamais un bon signe et l'ensemble de la politique éducative de ce gouvernement est chaotique.

Modifier des horaires hebdomadaires et les calendriers annuels sans avoir préalablement travaillé sur les programmes est un premier exemple.

Multiplier les missions de l'Ecole et densifier certains aspects sans penser aux moyens humains en est un autre.

8000 élèves de plus, sans moyens supplémentaires conséquents et c'est le taux d'encadrement qui en pâtit. Nous l'avons déjà dit, le taux d'encadrement (P/E) est plus bas dans ce quinquennat que dans le précédent.

Peut-on penser que ce soit réellement l'exemple à suivre ?

Pour répondre aux nouvelles missions, on remplit les écoles au delà des possibles, on fusionne les maternelles et les élémentaires, et on coupe dans les aides aux écoles.

L'abandon du dispositif du plan violence permet ainsi de faire un grand nombre d'économies en supprimant des décharges dans les écoles, même dans celles en très grande difficulté.

Les collègues perdent leurs avantages spécifiques d'ancienneté et le temps de décharge alloué à ces écoles est divisé par deux.

Même dans les écoles en grandes difficultés du département, toutes les économies sont bonnes à prendre au détriment d'équilibres particulièrement fragiles dans certains secteurs.

Comment peut on déclarer faire de l'Ecole une priorité, annoncer un développement des classes de TPS, un développement du maître surnuméraire dans des écoles, un rétablissement des moyens des RASED et une réforme des REP soi-disant avantageuse et continuer à travailler avec des moyens d'encadrements dégradés?

Pour réussir ces réformes, il aurait fallu des moyens conséquents.

Ce sera, encore une fois, beaucoup de battage médiatique de la part de la ministre mais une dégradation des conditions d'études des élèves.

On ne peut envisager un service public de qualité sans moyens. Il est donc vital de sortir des politiques d'austérité. Le gouvernement a fait le choix d'une fuite en avant ultralibérale au service du MEDEF. Pour financer ses dizaines de milliards d'offrandes au patronat, le gouvernement poursuit les politiques de destruction des services publics et impose l'austérité pour les salariés.

Pour la **CGT Educ'action 91**, cette politique va dans le mur et nous nous opposons donc toujours à celle-ci.

